

Avec des partis caméléons comme le Rassemblement national (ex-Front national), il est nécessaire de ne pas se borner à la lecture ponctuelle d'un programme électoral pour saisir leur projet. D'ailleurs, dans aucun pays où elle est parvenue au pouvoir et s'y est maintenue durablement, l'extrême droite n'a jamais annoncé explicitement ce qu'elle comptait véritablement faire de ce pouvoir. Et l'on a vu ce qu'il en fut, de l'écrasement de la gauche et du mouvement ouvrier jusqu'aux crimes de masse ciblant les minorités.

Pour autant, la course à laquelle se livrent Eric Zemmour et Marine Le Pen peut être, en partie, éclairée par la lecture de leur programme présidentiel respectif. Cette lecture permet en particulier de montrer que, contrairement à ce que suggère l'idée d'un recentrage de Marine Le Pen par rapport à un Zemmour qui serait plus « radical », il n'y a pas de divergence idéologique fondamentale entre les deux candidat-es mais essentiellement des différences de tactique électorale, liées à un ancrage social et des objectifs distincts.

Leur première divergence réside dans la forme. Reconquête, le nouveau parti d'Éric Zemmour, publie, par petits paquets à partir de janvier 2022, un ensemble de vignettes thématiques listant des mesures, d'abord sur la justice, l'immigration et l'économie. Son programme complet est dévoilé mi-mars, avec 73 pages détaillant des champs de reconquête : l'identité et la souveraineté, l'excellence et la prospérité, l'art de vivre et la fraternité. Du côté de Marine Le Pen, ses « 22 mesures pour 2022 » sont sorties début février à l'occasion du meeting de Reims. Le programme est plus sobre que les 174 mesures de 2017. Pour détailler certaines thématiques (immigration, famille, défense, outre-mer, défense des animaux, tourisme etc.), des cahiers sont publiés, souvent à l'occasion d'un déplacement de la candidate.

Avec son discours outrancier, raciste et sexiste à souhait, Éric Zemmour enthousiasme les décomplexés de la droite extrême et des extrêmes-droites. Selon ses partisans, Marine Le Pen aurait abandonné les « fondamentaux ». De quoi sont faits ces supposés renoncements ? Jean-Yves Le Gallou n'a de cesse de critiquer la « pasteurisation » du RN : conformisme par peur d'être « diabolisé », refus de soutenir les militants plus radicaux, comme les Identitaires, non engagement sur les sujets dits sociétaux, refus de remettre en cause frontalement le « pouvoir des juges », de reconnaître le « Grand remplacement », de prôner la « remigration » et d'affirmer la non-compatibilité de l'Islam avec la France (voire l'Europe).

Au centre de leur programme : xénophobie et islamophobie

En matière d'immigration, d'« islamisme » et de sécurité, fondamentaux des fondamentaux, les propositions d'Éric Zemmour n'ont pourtant rien d'originales. Le triptyque est maintenu chez Marine Le Pen et forme même les trois premières mesures de son programme.

Peine plancher, « perpétuité réelle », abaissement de la majorité pénale à 16 ans, suppression des allocations familiales et sociales pour les parents de mineurs délinquants, expulsion des étrangers délinquants, places de prison supplémentaires, présomption de

légitime défense pour les forces de l'ordre... Éric Zemmour et Marine Le Pen ne se distinguent pas. Suppression du droit du sol, fin du regroupement familial, limitations du droit d'asile et de la régularisation des étrangers en situation irrégulière, sélection des étudiants étrangers, durcissement des conditions de naturalisation, suppression des prestations de solidarité pour les étrangers, expulsion systématique des clandestins... Zemmour comme Le Pen cherchent à aggraver les attaques contre les immigrés.

Le programme d'Éric Zemmour détaille comment il faut « *renouer avec l'assimilation pour refaire des français* » : internats d'excellence pour les meilleurs élèves du secondaire, blouse à l'école, loi sur les prénoms, service militaire et interdiction du voile islamique dans l'espace public. Marine Le Pen ne le rejoint que sur le port de l'uniforme au primaire et au secondaire, dans sa volonté de « *rétablir l'excellence éducative à la française* » (cahier thématique du RN sur l'école). Leurs analyses se confondent. Il est difficile de distinguer les introductions suivantes, issue l'une du programme d'Éric Zemmour (« *arrêter l'immigration pour préserver notre identité* »), l'autre du cahier thématique de Marine Le Pen sur le contrôle de l'immigration :

« Dans les années 1970, des choix politiques aux conséquences dramatiques ont été faits par les gouvernements successifs en matière d'immigration. Ils ont troqué une immigration de travail pour une immigration de peuplement, ils ont remplacé l'idée fondatrice de l'assimilation par le concept flou d'intégration et ils ont ouvert les vannes de l'immigration sans jamais demander son avis au peuple, et ce alors que cela ne correspondait ni aux besoins ni aux désirs du pays » (Eric Zemmour).

« L'absence de maîtrise de l'immigration depuis des décennies a conduit à ce que l'assimilation des étrangers présents sur le sol national devienne impossible. Elle a conduit au communautarisme, au séparatisme. De plus en plus de personnes vivant en France ne veulent pas vivre selon les mœurs françaises, ne reconnaissent pas la loi française et parfois veulent imposer leurs modes de vie à leurs voisins, à l'école, au travail, dans les services publics, dans l'espace public » (Marine Le Pen).

Marine Le Pen l'affirme même depuis longtemps : sa toute première mesure présidentielle sera un référendum pour modifier la Constitution. Elle veut y intégrer des dispositions sur le statut des étrangers et sur la nationalité, afin de faire prévaloir son projet de futur droit national sur le droit international. En modifiant la « *hiérarchie des normes de droit* » et en introduisant des mesures de discrimination dans la Constitution, Marine Le Pen prétend ne plus avoir besoin de s'attaquer frontalement à la Cour européenne des droits de l'Homme. Eric Zemmour propose de « *mettre fin au gouvernement des juges* »... en modifiant la Constitution et en favorisant l'usage du référendum. L'équipe de Marine Le Pen a déjà rédigé le projet de loi référendaire.

Le projet de réforme de la Constitution de Marine Le Pen prévoit aussi de « *limiter l'accès à la nationalité à la seule naturalisation sur des critères de mérite et d'assimilation* ». Sa nouvelle constitution empêchera l'interdiction de « *la célébration de Noël en installant des crèches ou des sapins dans les lieux publics* » mais aussi que « *des sites soient défigurés par des installations telles que des éoliennes* ». Elle « *mettra un terme à l'enseignement de la langue et de la culture d'origine qui freine ou empêche l'assimilation, garantira que les 44 000 monuments historiques et les lieux de culte appartenant aux communes ou à l'État*

Arriver à caser, au sujet du statut des étrangers et de la nationalité : le refus des éoliennes, l'obsession des crèches et des sapins de Noël, les langues étrangères et la protection du patrimoine architectural... le tour de force est proprement zémourien. Mais le projet est bel et bien lepéniste.

À lire son programme, on peine à trouver où Marine Le Pen renoncerait aux « fondamentaux ». Mais Jean-Yves Le Gallou a l'explication : ce serait grâce à Eric Zemmour. *« Il a remis les thèmes immigration et insécurité dans le débat : il a réveillé Marine Le Pen qui a été plutôt efficace ces derniers mois »* (Monde & Vie n° 1006, janvier 2022). Au RN de Marine Le Pen, on estime ne plus avoir besoin de *« parler fort, parler dur, parler sans nuance pour pouvoir se faire entendre (...). Désormais, le constat est acquis, il faut convaincre de la méthode »* [Marine Le Pen, [dépêche AFP](#), octobre 2021]. Eric Zemmour et ses troupes sont restés à l'époque du *« Front national, il y a trente ans »*. Pour eux, Marine Le Pen *« a peur des mots, aujourd'hui »* (Remigration, Grand Remplacement). Ils ne la croient pas capable d'avoir *« le courage d'agir demain »* (Jean-Yves Le Gallou, cité par Breizh info, le 24 mars). Eric Zemmour et ses troupes font de l'agitation. Marine Le Pen évite les débordements trop outranciers pour rassurer sur le sérieux de son projet politique.

Marine Le Pen le reconnaît : *« Sur les mesures à mettre en œuvre, sur l'immigration, contre l'insécurité... il [Eric Zemmour] n'apporte pas une grosse plus-value, parce qu'énormément de ses propositions sont similaires aux nôtres, sauf celles qui sont inutilement blessantes, inutilement violentes à l'égard des personnes, comme par exemple sa proposition sur les prénoms »* (Marine Le Pen sur [Brut](#) mars 2022). Pour faire tomber les réticences à voter Rassemblement national, Marine Le Pen est prête à donner l'apparence d'un discours apaisé. Quoi de mieux qu'Eric Zemmour et ses cohortes de fachos bon teint, pour apparaître, sans trop d'effort, raisonnable et modérée ?

Sur la question de l'islam, elle manœuvre ainsi plus habilement. Dès 2010, dans le quotidien Présent, Marine Le Pen indiquait faire le choix de la *« laïcité »*, plutôt que de la *« croisade »*, pour *« lutter contre l'islamisation »*. En 2016 sur TF1, elle affirmait que l'Islam pouvait être compatible avec la République. En 2022, elle a le sentiment *« qu'il [Eric Zemmour] est dans une forme de guerre des religions contre l'islam »* (entretien sur Brut). Ce faisant, elle rejoint aussi bien le très catholique Sébastien Trejo (un ancien de l'Action française, proche d'Alain Soral et partisan d'une forme de sécession communautaire) – qui se demandait dans un entretien pour l'Academia christiana, *« est-ce que nous voulons une guerre civile, comme le propose Eric Zemmour ? Qui va la faire ? »* ; que Patrick Buisson, relativement proche de Zemmour – qui précisait son *« différend avec Éric Zemmour »* sur TV Liberté en mai 2021 :

« L'objectif, contrairement à certains, c'est la conquête du pouvoir. Vous n'arriverez pas à la conquête du pouvoir si vous laissez prospérer l'idée que l'arrivée du camp national au pouvoir entraînera une guerre civile avec les musulmans, parce qu'une bonne partie des français ne voteront pas pour vous par peur du chaos ».

Avec sa troisième mesure, Marine Le Pen se contente simplement – si l'on peut dire – de vouloir *« éradiquer les idéologies islamistes et l'ensemble de leurs réseaux du territoire national »*. De son côté, Eric Zemmour détaille, dans son chapitre sur l'assimilation,

comment mettre un terme à « *l'islamisation du pays* » : interdiction du foulard dans l'espace public, interdiction de mosquées (« *imposantes* » précise-t-il) et « *fermeture définitive des lieux de promotion du djihad* ».

Sur la base ce mot-épouvantail par excellence, le flou de la mesure reviendrait à interdire le « zèle religieux » et fermer toute mosquée... de toute façon généralement non construite. Éric Zemmour avance des mesures discriminatoires pour stigmatiser les musulman-es. Ses louanges de l'assimilation, pour justifier qu'il accepterait tous les français sans distinction « *d'origine, de religion ou de couleur de peau* », témoignent d'une conception réductrice de « L'Identité » française. Sa vision nationaliste étriquée pousse en dernier ressort à la xénophobie, où la figure du musulman prend la forme parfaite de l'étranger honni.

Marine Le Pen est-elle si éloignée que cela ? Certes, dans le cadre de sa campagne présidentielle, elle pose pour un selfie, souriante, au côté d'une jeune fille voilée. Mais quand on martèle que les musulmans sont victimes d'un « *racisme imaginaire et de persécutions supposées* » (citation de Pascal Bruckner dans le Cahier d'action du RN, « *Face au séparatisme islamique* », 2020), l'extension du concept d' « islamiste », un autre mot-épouvantail, pourrait être bien utile pour « éradiquer » celles et ceux qui dérangent. Gérald Darmanin nous en a déjà donné un petit aperçu démocratique avec la dissolution du CCIF.

Politique réactionnaire à tous les étages

Autre thème supposé de renoncement chez Marine Le Pen : les sujets considérés comme « sociétaux ». Éric Zemmour mentionne spécifiquement le refus de « *la PMA sans père* », l'interdiction des « *transitions sexuelles pratiquées sur les mineurs* », le refus du « genre » pour ne « reconnaître que la notion de sexe », dans son chapitre sur le soutien aux familles, « *socle de la transmission et de la solidarité* ». C'est avec cet esprit réactionnaire que Zemmour s'attaque à la « *marchandisation du corps et de la reproduction* » en refusant les « *expérimentations transhumanistes* » et en revendiquant l'interdiction « réelle » de la GPA (pratique déjà interdite en France et dont les débats ne concernent que le droit des enfants nés à l'étranger par GPA).

Ces thématiques sont arrivées tardivement dans son programme. Le thème rassembleur des droites serait « *par excellence* » l'immigration (échanges entre Paul-Marie Coûteaux et Éric Zemmour dans le Nouveau conservateur en juin 2021). Mais au-delà de la centralité de « *l'immigration et de l'identité* », la candidature d'Éric Zemmour est l'expression politique de la Manif pour tous, neuf ans après. Il a, en effet, été rejoint par un courant catho-souverainiste conservateur, allant du Mouvement conservateur (ancien Sens Commun) et Via (ancien Parti chrétien démocrate), aux proches de Marion Maréchal issus du RN.

Consciente que ces thématiques divisent, Marine Le Pen, en lien avec sa mesure 11 sur la mise en place du référendum d'initiative citoyenne, propose un « *moratoire de trois ans sur les sujets sociétaux* ». Elle précise qu'il « *n'empêchera pas la stricte application de la loi* », concernant la GPA. Marine Le Pen refuse de « reconnaître la filiation des enfants nés à l'étranger par GPA » (cahier thématique sur la famille). Si Marine Le Pen rappelle que la PMA sans père est un « *mensonge d'État* » (Brut, mars 2022), son projet vise, dans l'immédiat, à ne pas cliver outre-mesure. Les débats sont remis à plus tard.

Jordan Bardella, son jeune et fidèle lieutenant, juge que les questions « *sociétales* » ne sont

pas des « préoccupations quotidiennes pour les français ». Il les considère cependant comme « essentielles pour la définition de notre civilisation » (L'Incorrect n° 50, janvier 2022). « Personnellement opposé » au mariage pour tous, le vice-président du RN conçoit la difficulté de revenir sur cet actuel acquis. Mais son discours est similaire à celui de *La manif pour tous* : la PMA pour toutes ouvre la porte à la GPA. Bardella conclut enfin sur la résistance au transhumanisme, « défi principal (...) à surmonter - mis à part l'immigration ». L'entretien avait alors fort plu au *Salon beige*, site internet de référence pour la cathosphère pro-zemmour.

Sur la question de l'IVG, ni Eric Zemmour, ni Marine Le Pen ne montrent de réelles accointances avec le mouvement « pro-vie », tout en s'opposant à l'allongement du délai d'intervention. Pour rassurer les plus intransigeants, le Salon Beige avait listé un ensemble de propos de Zemmour venant « tempérer » sa position. Dans ses précédents programmes, Marine Le Pen prévoyait le déremboursement des avortements multiples pour s'opposer à « l'avortement de confort ». Depuis dit-elle :

« J'ai bien vu que ça avait beaucoup choqué quand j'avais évoqué à l'époque ce terme (...) d'avortement de confort. (...) Mais je pense qu'à partir du moment où ça crée, en fait, une ambiguïté sur l'accès à l'IVG... j'ai souhaité retirer ça de mon projet » (Brut, mars 2022). Avec des mesures spécifiques pour les familles monoparentales (*doubler le soutien aux mères isolées élevant des enfants tout en renforçant les contrôles pour éviter les fraudes*), Marine Le Pen est plus ancrée dans le réel qu'Éric Zemmour.

Cette question recoupe des clivages à l'œuvre chez les nationalistes depuis plusieurs décennies. Au début des années 2000, Christian Bouchet, fine-fleur des nationalistes-révolutionnaires, aujourd'hui soutien affirmé de Marine Le Pen, se demandait si elle n'était pas « l'avenir du mouvement national ». Chose amusante, il citait à l'époque Éric Zemmour dans le Figaro, pour justifier la position de Générations Le Pen, le courant organisé par Marine Le Pen : « *laisser le FN dans les mains d'un Gollnisch ou d'un Antony, c'est permettre au Système de se pérenniser* ». Au contraire, Marine Le Pen et ses soutiens (Louis Aliot, Jean-Lin Lacapelle, Bruno Bilde...) voulaient « *»dédiaboliser», moderniser, affirmer la crédibilité du FN et renforcer ses relais dans la société civile (...) La guérilla des anciens contre les modernes a déjà commencé, et Romain Marie et ses zouaves pontificaux sont déjà montés au créneau* » (Résistance, novembre 2022).

Aujourd'hui Bernard Antony, soutien d'Éric Zemmour mais prêt à voter Marine Le Pen au second, reprend ses accents de Romain Marie, son pseudonyme, pour s'indigner de la « *vigilance laïcarde* » de Marine Le Pen (Communiqué du président de Chrétienté-Solidarité et directeur de la revue Reconquête, février 2022). Celle-ci avait eu le malheur de voir derrière Éric Zemmour « *toute une série de chapelles qui, dans l'histoire du FN, sont venues puis reparties, remplies de personnages sulfureux. Il y a les catholiques traditionalistes, les païens et quelques nazis* » [Marine Le Pen dans [Le Figaro](#), février 2022]. Mettre sur un même plan, païens et catholiques traditionalistes, c'est insupportable pour Romain Marie.

En matière de famille, le programme en 22 mesures de Marine Le Pen présente des mesures natalistes qui portent essentiellement sur le soutien économique aux « *familles françaises* », éléments que reprend aussi Éric Zemmour. La politique en matière de natalité et de famille du RN, inspirée du modèle hongrois, est depuis longtemps mis en relation avec la question de l'immigration et des retraites. « *Il nous faut (...) soutenir et encourager la natalité française pour »concevoir» nous-mêmes les travailleurs de l'industrie, ingénieurs et entrepreneurs de demain* », martelait Jordan Bardella dans un communiqué

de novembre 2021. Marine Le Pen posait ainsi le débat : « *mon choix est fait : c'est pas d'immigration, et de la natalité* » ([La Tribune](#), novembre 2021). Le cahier spécifique du RN sur la famille le précise : « *les deux urgences d'aujourd'hui (...) pour les familles françaises sont la sécurité et le pouvoir d'achat* ».

Deux candidatures pro-patronales

Avec son slogan de campagne, « *rendre aux Français leur pays et leur argent* », Marine Le Pen a très tôt mis l'accent sur le « *pouvoir d'achat* ». Du côté du RN, on ne se prive pas de dénoncer Eric Zemmour comme un « *candidat de l'élite* » qui fait « *un bras d'honneur aux classes populaires* » [Sébastien Chenu, dans [L'Opinion](#), novembre 2021]. Au sujet des défections médiatisées de quelques cadres du RN, Marine Le Pen indique qu'ils « *considèrent, à la différence de moi, le pouvoir d'achat comme un sujet tertiaire* » [[Le Figaro](#), février 2022]

Du côté d'Éric Zemmour, les préoccupations des classes populaires se limitent aux frais de carburants, au permis à points et à la limitation de vitesse à 80km/h. Supprimer les « *contraintes excessives qui pèsent sur les automobilistes* » est le deuxième point du chapitre « *Baisser les impôts pour rendre du pouvoir d'achat à tous les français* » dans le programme d'Éric Zemmour. Mais Marine Le Pen n'est pas en reste avec la démagogie automobile : « *dites-vous qu'avec Marine Le Pen Présidente de la République, votre plein vous coûterait 8 euros de moins* » lançait-elle en octobre 2021 sur [BFM TV](#).

La position de Marine Le Pen sur les retraites est l'axe central de son discours en direction des salarié-e-s. Elle lui permet, en outre, de se démarquer d'Éric Zemmour, « *sur le plan social (...) plutôt plus proche de Macron (...). Il est pour la retraite à 65 ans* » (sur Brut en mars 2022). Sa revendication de retraite à 60 ans s'est transformée en maintien de la situation actuelle. Le départ à 60 ans, avec 40 annuités, est limité à celles et ceux ayant commencé à travailler avant 20 ans. Son argumentaire rappelle que les candidats comme Macron, Zemmour et Péresse « *ont oubliés que le but de la retraite, c'est d'offrir des années de bonheur en famille après une vie de travail pour la France* ». En se présentant comme « *la seule à proposer une solution qui améliore la vie des gens tout en étant plus juste et raisonnable* », Marine Le Pen cherche à asseoir sa légitimité comme porte-parole des catégories populaires.

Jean-Yves Le Gallou pensait déjà en 2015, qu'« *on ne vote pas Front en pensant à sa retraite* » mais pour défendre « *son identité* » (Monde & Vie, avril 2015). Ce marqueur social de campagne n'a rien de bien radical mais révèle une divergence d'orientation stratégique : contre l'union des droites d'Éric Zemmour et Marion Maréchal, Marine Le Pen a imposé, non sans difficulté au FN puis au RN, le « *ni droite, ni gauche* ». Se prétendant représentante d'un soi-disant « *bloc populaire* », Marine Le Pen vise prioritairement l'électorat populaire, des abstentionnistes et des Gilets jaunes. Éric Zemmour a choisi siphonner la droite des Républicains.

Mais mis à part ce point spécifique des retraites, les propositions de Marine Le Pen en matière de pouvoir d'achat diffèrent peu de celles d'Éric Zemmour. Parler de pouvoir d'achat est un moyen d'éviter de parler de salaires socialisés. Le concept est évidemment inconnu à l'extrême-droite. Les deux partagent l'idée que « *le niveau des cotisations sociales est un frein à l'augmentation des salaires* » et prétendent que la lutte contre la fraude et contre l'immigration seront des sources principales d'économies bénéficiant aux

classes populaires. Marine Le Pen se veut la championne du « pouvoir d'achat », mais surtout, pas de la hausse du SMIC : « *Je ne veux mettre en place aucune mesure qui serait en réalité une contrainte pour les entreprises* » (devant le think-tank patronal Ethic, janvier 2022). Leur projet économique se dévoile vraiment lorsqu'ils parlent aux patrons :

« Je suis venue vous parler de libertés : liberté de créer, liberté d'entreprendre, liberté d'innover, liberté d'investir, liberté de produire et liberté d'exporter. (...) Mon projet, c'est de défendre les entreprises françaises, qui sont le socle de la puissance française (...) C'est pourquoi je crois au rôle de l'État. Non que je sois un tant soit peu gauchiste comme on a voulu le dire ou le croire... mais parce que dans une société organisée chacun doit jouer son rôle : à vous de conquérir le monde, à l'État de vous donner les moyens de cette liberté et de cette conquête (...)

Je souhaite lancer une réflexion (...) pour mettre en place (...) une mesure qui pourrait faire taire les critiques sur les dividendes et réconcilier le travail et le capital. Vous le voyez, j'ai à cœur de protéger l'entreprise dans son entier : les investisseurs, les producteurs qu'ils soient dirigeants d'entreprises ou salariés et vos sous-traitants ou fournisseurs ».

Ainsi s'exprime Marine Le Pen devant le MEDEF en février 2022. Éric Zemmour, quant à lui, leur assure qu'« *il n'y a pas de lutte des classes entre les salariés et les patrons* ». Chacun fait de la baisse ou de la suppression des impôts de production est un élément essentiel de la réindustrialisation. « *Je veux relancer une politique d'enracinement, y compris économique et je sais que cela fonctionne dans certaines régions, je pense par exemple, à la Vendée* ». Ce n'est pas Éric Zemmour qui parle de Philippe de Villiers, son soutien à la présidentielle, mais bien Marine Le Pen devant le MEDEF.

Non détaillé dans le programme, son projet de démétropolisation est abordé devant les patrons d'Ethic puis ceux du MEDEF. Le premier outil envisagé est celui « *de l'incitation fiscale* », pour favoriser la localisation d'entreprises dans des villes moyennes. Éric Zemmour propose de « *refaire de notre pays, une terre d'industrie* » en baissant la fiscalité sur les entreprises, notamment par des « *zones franches* » pour « *revitaliser les régions durement frappées par la désindustrialisation* ». Mais Éric Zemmour le clame lors de son discours du Trocadero : « *Marine Le Pen est une socialiste en économie* » (mars 2022).

*

Les différences entre Marine Le Pen et Éric Zemmour ne sont pas d'ordre idéologique. Leur projet se confond encore en matière de promotion aveugle du nucléaire et de place accordée à la Défense et aux armées. Éric Zemmour avec son discours radical a enclenché une dynamique entraînant celles et ceux qui « *pensent obtenir auprès [de lui] ce qu'ils n'ont pas obtenu auprès de* » Marine Le Pen [Marine Le Pen, [Le Figaro](#), février 2022]. Les déçus récents du RN, les dissidents anciens du FN et les derniers rétifs à la ligne du « clan Marine Le Pen » sont allés retrouver, au sein de Reconquête, les nostalgiques de Fillon et des années Sarkozy. En portant leur projet d'union des droites derrière Éric Zemmour en 2022, ils préparent la recomposition d'un bloc nationaliste, alliant droites extrêmes et extrêmes-droites.

Si le projet de Jordan Bardella échoue - « *faire en sorte de sauver la France dans trois semaines* » avec Marine Le Pen, la candidate « *non pas la mieux placée pour se qualifier au second tour, mais pour battre Emmanuel Macron* » (au « Grand débat des Valeurs », mars 2022) - alors cette recomposition cherchera à imposer son hégémonie sur l'opposition aux prochains gouvernements. Certaines fractures subsisteront, empêchant toute réconciliation

Bonnet blanc, blanc bonnet ? Les programmes de

<https://www.contretemps.eu>

Zemmour et Le Pen décryptés

redaction

politique. De nouvelles dissensions apparaîtront, surtout quand il s'agira de maintenir des responsables locaux et investir des candidats aux élections. Mais la dynamique militante derrière Eric Zemmour et l'éventuel soutien populaire de Marine Le Pen pourraient trouver l'espace pour se combiner. Une nouvelle page de l'extrême-droite française se tourne, non moins préoccupante que celle du Front national.